



## Convention attributive d'aide européenne

### PROGRAMME OPERATIONNEL FEDER-FSE NORD-PAS DE CALAIS 2014-2020

Cadre réservé à la Région		
N° Synergie : NP0019443	N° de convention	19002246
N° Astre / GF : 19155895		
Direction instructrice : DCAE - Direction climat, air, énergie (ex. Denv)		
	Date de réception au siège de Région	

#### Entre

La Région Hauts-de-France, sise 151 Avenue du Président Hoover F 59555 LILLE CEDEX, en tant qu'autorité de gestion du Programme Opérationnel FEDER-FSE Nord-Pas de Calais 2014-2020, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Xavier BERTRAND.

Ci-après dénommée « l'autorité de gestion »,  
d'une part,

#### Et

La SARL AGRI METHA LYS, représentée par Monsieur Xavier LACROIX en qualité de Gérant

Adresse : 201 RUE PRINCIPALE  
62120 SAINT-HILAIRE COTTES

N° SIRET : 83353662600017

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »  
d'autre part,

**Vu :**

- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement précité ;
- Le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi" et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 ;
- Le régime cadre exempté de notification n°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, pris en application du règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, modifié par le règlement (UE) n°2017/1084 du 14 juin 2017 ;
- La Décision n° C (2014) 9801 du 11 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du Programme opérationnel FEDER/FSE/ IEJ Nord-Pas-de-Calais 2014-2020 ;
- Le Code général des Collectivités territoriales, et notamment son article L1511-1-2 ;
- La Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020, publié au JORF n°0059 du 10 mars 2016 ;
- L'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, publié au JORF n°0059 du 10 mars 2016 ;
- L'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- L'arrêté du 12 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n°20171927 du Conseil Régional en date du 14 décembre 2017 complétant la délibération n° 20171334 du Conseil régional en date du 16 octobre 2017 et la délibération n° 20160005 du Conseil régional en date du 4 janvier 2016 portant délégations d'attributions du Conseil régional à son Président afin de lui permettre de procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEDER-FSE ;
- La délibération n°20160165 adoptée lors de la séance plénière relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier ;
- Le budget régional ;
- La demande du bénéficiaire reçue en date du 17 septembre 2018 ;

- L'avis du Groupe de Programmation et de Suivi en date du 28 février 2019 ;
- L'avis du Comité Unique de Programmation en date du 27 mars 2019 ;
- L'arrêté du Président du Conseil régional relatif à l'attribution des aides européennes suite au Comité unique de programmation du 27 mars 2019 ;

**Il a été convenu ce qui suit :**



## **Définitions applicables aux fins de la présente convention :**

« L'autorité de gestion » : désigne la Région au titre de la gestion des Programmes Opérationnels FEDER/FSE/IEJ pour la période 2014-2020.

« Le bénéficiaire » : désigne le bénéficiaire direct de la subvention. Il est convenu entre les parties que les obligations à charge du bénéficiaire sont également à charge de ses partenaires dans le cas des opérations avec chef de file.

« La subvention » : la subvention désigne la subvention européenne.

## **Article 1 - Objet de la convention**

---

La présente convention définit les obligations à charge du bénéficiaire dans le cadre de la réalisation de l'opération intitulée « *Création d'une unité de méthanisation agricole en injection biométhane à Lillers* », programmée au titre du Programme Opérationnel FEDER-FSE Nord-Pas de Calais 2014-2020, et bénéficiant à ce titre d'un financement européen.

Le projet est relatif à une opération d'investissement et s'inscrit dans le cadre suivant :

Axe : AP03

Objectif thématique : OT04

Priorité d'investissement : PI04a

Objectif spécifique : PI04a-OS1: Augmenter la production, la distribution, le stockage d'énergies renouvelables et fatales

Le contenu précis de l'opération visée au présent article est défini dans l'annexe technique et financière (*précisant notamment l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*).

### ***Annexe 1 : Annexe technique et financière***

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique, DCAE - Direction climat, air, énergie (ex. Denv), situé Siège de Région – 151 Avenue Président HOOVER – 59555 LILLE Cedex, pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

## **Article 2 - Durées**

---

### **2.1 Durée de la convention et de l'opération :**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa réception par l'autorité de gestion, signée par les deux parties. Elle expire à l'issue d'une durée de 5 ans à compter de la date d'acquittement de la dernière facture éligible, sauf résiliation anticipée dans les cas définis à l'article 10.

Elle couvre la durée de l'opération fixée à l'article 3.2 de la présente convention.

Si le bénéficiaire souhaite obtenir une prolongation, il doit la solliciter pendant la durée de l'opération définie à l'alinéa précédent en motivant sa demande par la complexité du projet ou des circonstances particulières extérieures au bénéficiaire. Elle pourra être accordée par l'autorité de gestion à condition que le projet ne soit pas dénaturé.



## **2.2 Durée d'archivage du dossier technique, financier et administratif :**

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver le dossier technique, financier et administratif de l'opération jusqu'au 31/12/2033.

## **2.3 Caducité de la subvention :**

Si, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, l'opération n'a pas reçu de commencement d'exécution, les crédits pourront être désaffectés. L'autorité de gestion ne sera plus tenue à un quelconque versement. Le bénéficiaire sera dans l'obligation d'adresser une nouvelle demande soumise à avis du comité unique de programmation.

## **Article 3 - Eligibilité, justification des dépenses et pérennité de l'opération**

---

### **3.1 Eligibilité matérielle de l'opération :**

Les règles d'éligibilité fixées au niveau européen, national et par le Programme opérationnel s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération.

Ne seront donc retenus dans l'assiette éligible de l'aide que les dépenses conformes au décret du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses et aux arrêtés pris pour son application, et répondant aux critères définis dans le Programme opérationnel.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas détourner la subvention au profit d'activités ou de dépenses inéligibles aux fonds européens.

### **3.2 Eligibilité temporelle de l'opération et justification des dépenses :**

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du **01/07/2019** au **31/12/2021**.

Les dépenses seront éligibles si elles sont acquittées par le bénéficiaire à compter du **01/07/2019** et jusqu'au **31/03/2022**.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur selon les modalités définies en annexe les pièces justificatives probantes relatives aux dépenses acquittées en lien avec l'opération.

Les dépenses ne doivent en aucun cas avoir été déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme ou un autre programme européen.

Lors du paiement du solde, le bénéficiaire dispose d'un délai de **6 mois supplémentaires** à compter de la date de fin de l'opération indiquée au présent article pour transmettre au service instructeur les factures acquittées liées aux dépenses éligibles.

### **3.3 Pérennité de l'opération :**

Dans le cas où dans les 5 ans qui suivent la date de fin d'opération, celle-ci connaît une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre, ou procurant un avantage indu au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement dans la propriété de l'objet de la subvention, soit de l'arrêt ou du changement de localisation d'une activité productive, l'autorité de gestion sera tenue d'exiger le reversement partiel ou total de la subvention.

Ce délai est fixé à 3 années en ce qui concerne le maintien des investissements ou des emplois créés par des Petites et Moyennes entreprises (PME).

Ce délai est porté à 10 ans pour les activités de production qui seraient délocalisées en dehors de l'Union européenne (excepté lorsque le bénéficiaire est une PME).

En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à informer immédiatement l'autorité de gestion de toute modification affectant l'opération.

## **Article 4 - Montant de la subvention**

---

### **4.1 Calcul de la subvention :**

La subvention est calculée comme suit :

- Subvention européenne :

Le montant maximum de la subvention européenne est de **1 500 000,00 €**, calculé sur la base d'un montant total de dépenses éligibles de **5 157 212,06 € HT**.

Le montant définitivement dû sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées, justifiées et acquittées par application du rapport subvention européenne / coût total éligible, soit un taux arrondi de **29,09 %** du montant total des dépenses éligibles.

Le montant définitif des sommes versées au bénéficiaire sera plafonné au montant de la dépense éligible, déduction faite des cofinancements perçus et des recettes éventuellement générées par l'opération dans les conditions définies par la réglementation applicable en matière de prise en compte des recettes.

Si la dépense éligible réelle de l'opération s'avère inférieure au montant des dépenses éligibles initialement prévues, la subvention sera révisée sur la base des rapports évoqués ci-dessus et des cofinancements effectivement perçus.

Si la dépense éligible réelle de l'opération s'avère supérieure au montant des dépenses éligibles initialement prévues, la subvention ne fera pas l'objet d'une réévaluation à la hausse.

Si un ou plusieurs postes de dépenses venaient à augmenter sans excéder 20 % du montant des dépenses initiales et ce dans la limite du coût total prévisionnel éligible défini au présent article, il n'est pas nécessaire de soumettre à nouveau le dossier au comité unique de programmation, ni de modifier la convention par voie d'avenant.

En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à informer immédiatement l'autorité de gestion de toute modification liée au montant des dépenses éligibles, recettes, et cofinancements.

La subvention est versée sur la base du régime cadre exempté applicable.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser la subvention pour des dépenses d'autre nature que celles définies dans la réglementation relative aux aides d'Etat applicable à l'opération.

## **Article 5 - Modalités de versement de la subvention**

---

Les versements de la subvention définie à l'article précédent seront effectués sur production d'un certificat pour paiement établi par les services régionaux et interviendront comme suit :

### **Pour le versement d'acomptes :**

Les acomptes sont versés au prorata des dépenses justifiées, certifiées et acquittées dans la limite de 80 % du montant total de la subvention, après vérification du service fait par les services régionaux des pièces listées en annexe 2.

### **Pour le versement du solde :**

Le solde sera versé dans la limite du montant de la subvention définie à l'article précédent, déduction faite des acomptes versés et en tenant compte des cofinancements effectivement reçus, après vérification du service fait par les services régionaux sur les pièces listées en annexe 2.



Le paiement interviendra sous réserve de la disponibilité des crédits et sous réserve de justification de la réalisation de l'opération sur le compte désigné par le bénéficiaire au moyen d'un relevé d'identité bancaire (RIB) / IBAN.

L'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil Régional.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur régional Hauts-de-France. Les versements seront effectués sur présentation par l'autorité de gestion au Payeur régional des certificats pour paiement établis à cet effet.

## ***Annexe 2 : Obligations du bénéficiaire au titre de la vérification du service fait***

### **Article 6 - Contrôle, suivi et évaluation, échange de données électroniques, compte-rendu financier, comptabilité**

---

#### **6.1 Suivi de l'opération par le bénéficiaire :**

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement l'autorité de gestion de l'avancement de l'opération, ainsi que de toute modification de toute nature liée à la réalisation de l'opération, y compris sur sa situation juridique, administrative, politique ou financière susceptible d'affecter les conditions de réalisation de l'opération.

Il s'engage à respecter le calendrier de l'opération indiqué en annexe technique et financière, ainsi que les échéances relatives à la transmission des pièces.

Il s'engage également à suivre et à transmettre régulièrement à l'autorité de gestion les données relatives à l'avancement des indicateurs de réalisation et de résultats liés à l'opération.

#### **6.2 Contrôle de l'opération par l'autorité de gestion :**

L'autorité de gestion effectuera un contrôle régulier de la réalisation de l'opération et s'assurera de la conformité de ses caractéristiques par rapport à l'acte attributif, au programme et à la réglementation en vigueur.

Le bénéficiaire consent par la signature de la présente convention à toute mesure de contrôle technique, administratif et financier que l'autorité de gestion sera amenée à mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution de la convention. Ces contrôles pourront notamment prendre la forme de contrôles sur pièces et de visites sur place, et seront effectués dans le respect des droits du bénéficiaire à une procédure contradictoire.

Il s'engage également à faciliter les contrôles de même nature effectués à l'initiative de toute autorité commissionnée par l'Etat ou les corps d'inspection et de contrôle nationaux ou européens, en présentant sur simple demande tout document jugé nécessaire.

#### **6.3 Évaluation :**

Le bénéficiaire est tenu de participer, à la demande de l'autorité de gestion, au dispositif d'évaluation mis en place sur les projets subventionnés.

#### **6.4 Échange de données électroniques :**

Le bénéficiaire s'engage à transmettre les informations requises et fiables à l'autorité de gestion dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Conformément aux dispositions de la loi Informatique et Libertés, le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès et de rectification aux données le concernant qu'il peut exercer auprès de l'autorité de gestion.



## **6.5 Compte-rendu financier (uniquement pour les bénéficiaires de droit privé) :**

Conformément à l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec l'Administration, le bénéficiaire s'engage à transmettre à l'autorité de gestion le modèle de compte-rendu financier (CRF) annexé à la présente convention, dûment complété et signé par le bénéficiaire au plus tard le 30/09/2022.

### ***Annexe 3 : Compte-rendu financier***

## **6.6 Comptabilité adéquate :**

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité analytique séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate permettant à l'autorité de gestion de déterminer distinctement sur une base claire et certifiée les coûts et les recettes dédiés à l'opération.

## **Article 7 - Obligation de communication**

---

Le bénéficiaire de la subvention européenne s'engage à assurer la publicité de la participation européenne en premier lieu et de la participation régionale le cas échéant dans le respect du droit applicable, dont les dispositions juridiques sont reprises respectivement dans le « guide de la Région Hauts-de-France de la publicité européenne » (<https://europe-en-hautsdefrance.eu/kit-de-communication>) et dans le « guide de la Région Hauts-de-France des obligations et des applications de communication » (<http://www.hautsdefrance.fr/charte-graphique>) - **Annexe 4**.

L'autorité de gestion s'assurera particulièrement du respect de cette obligation à charge du bénéficiaire.

## **Article 8 - Respect de la réglementation, conflit d'intérêts, lutte contre la fraude**

---

### **8.1 Droit européen, commande publique, réglementation sectorielle :**

Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble du droit de l'Union applicable à l'opération.

Il s'interdit de porter atteinte au bon fonctionnement du marché intérieur au travers de la mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles.

Le cas échéant, il s'engage à appliquer la réglementation des aides d'Etat découlant de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, et le droit de la commande publique.

Il s'engage également à promouvoir les valeurs de l'Union, au rang desquelles notamment la politique de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et la non-discrimination, le développement durable et la promotion des objectifs de préservation, de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.

Il s'engage également à respecter la réglementation spécifique applicable à son ou à ses secteur(s) d'activité, et notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à la qualité des produits et services et à la sécurité du consommateur ou de l'utilisateur.

Il s'engage enfin au respect des obligations fiscales et sociales qui lui incombent.

### **8.2 Conflits d'intérêts :**

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale de l'opération.

Il y a conflit d'intérêts lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Il s'engage notamment à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention.

Il s'engage à en informer l'autorité de gestion dans les plus brefs délais.

### **8.3 Lutte contre la fraude – ARACHNE :**

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, l'autorité de gestion peut avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement.

L'autorité de gestion pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne.

Les bénéficiaires personnes physiques sont informés des finalités du traitement de leurs données, des destinataires, et disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci de la personne auprès de laquelle exercer ces droits.

## **Article 9 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats de l'opération**

---

### **9.1 Confidentialité :**

L'autorité de gestion et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie, à ses partenaires et/ou participants.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles applicables en matière de publicité européenne.

### **9.2 Droit de propriété et d'utilisation des résultats :**

Les droits de propriété intellectuelle des résultats de l'opération (tels que notamment, les œuvres de l'esprit, rapports, études et autres documents concernant celle-ci) sont la propriété du bénéficiaire, à titre gratuit et exclusif.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à l'autorité de gestion le droit d'utiliser librement et à titre gratuit les résultats de l'opération dans le cadre de l'exercice de ses missions d'intérêt général. Cette concession de droits comprend l'ensemble des droits de reproduction et de représentation afférents aux résultats, sur tous supports et par tous procédés actuels ou futurs, sur le territoire du bénéficiaire, pour la durée légale de protection des droits d'exploitation, dans le respect du Code de la Propriété Intellectuelle.

## **Article 10 - Résiliation de la convention et reversement de la subvention**

---

L'autorité de gestion se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits versés en cas de non-respect des clauses de la présente convention et notamment en cas :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération,
- de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, ni autorisation formelle de l'autorité de gestion,
- de la dénaturaion de l'opération,
- de la modification de l'opération susceptible d'affecter la pérennité de l'investissement,
- de la modification de la situation du bénéficiaire de nature à remettre en cause la réalisation de l'opération,
- de toute modification relative à l'opération ou au bénéficiaire de nature à remettre en cause l'application de la réglementation des aides d'Etat,
- du non-respect des obligations liées à la publicité du cofinancement européen,
- de comportement frauduleux avéré du bénéficiaire.



La résiliation de la convention peut également être sollicitée par le bénéficiaire, qui en informe l'autorité de gestion dans les plus brefs délais par courrier avec accusé de réception.

Le bénéficiaire s'engage dans les deux cas à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans le délai imparti par le titre de perception.

### **Article 11 - Modification de la convention**

---

Toute modification des clauses de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé entre les parties.

### **Article 12 - Litiges**

---

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lille. Celui-ci peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

### **Article 13 - Pièces annexes**

---

Les annexes font partie intégrante de la convention et sont :

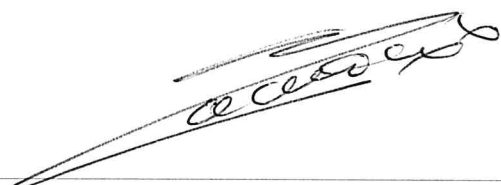
- Annexe 1 : Annexe technique et financière
- Annexe 2 : Obligations du bénéficiaire au titre de la vérification du service fait
- Annexe 3 : Compte rendu financier,
- Annexe 4 : « Guide des obligations et des applications de communication pour les subventions de la Région Hauts-de-France et de l'Union européenne »
- Annexe 5 : Certificat de commencement
- Annexe 6 : Etat récapitulatif des dépenses acquittées

Fait à Lille, le

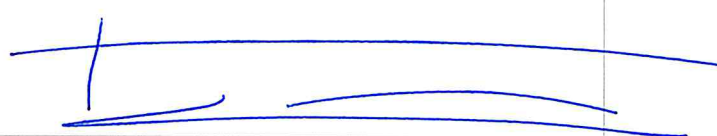
**13 MAI 2019**

en deux exemplaires originaux.

**Pour la SARL AGRI METHA LYS  
le Gérant  
Xavier LACROIX**



**Pour la Région  
le Président du Conseil Régional Hauts-de-France  
Xavier BERTRAND**





# Annexe 1 : Annexe technique et financière

## Programme Opérationnel FEDER-FSE Nord-Pas de Calais 2014-2020 au titre de la programmation 2014-2020

### Identification de l'opération

<b>Intitulé</b>	Création d'une unité de méthanisation agricole en injection biométhane à Lillers																	
<b>Bénéficiaire</b>	<table><tr><td>Raison sociale :</td><td colspan="2">AGRI METHA LYS</td></tr><tr><td>Cat. juridique :</td><td colspan="2">Société à responsabilité limitée (sans autre indication)</td></tr><tr><td>Adresse :</td><td colspan="2">201 RUE PRINCIPALE 62120 SAINT-HILAIRE COTTES</td></tr><tr><td>SIRET :</td><td colspan="2">83353662600017</td></tr><tr><td>Contact :</td><td colspan="2">Monsieur Xavier LACROIX - Gérant</td></tr></table>			Raison sociale :	AGRI METHA LYS		Cat. juridique :	Société à responsabilité limitée (sans autre indication)		Adresse :	201 RUE PRINCIPALE 62120 SAINT-HILAIRE COTTES		SIRET :	83353662600017		Contact :	Monsieur Xavier LACROIX - Gérant	
Raison sociale :	AGRI METHA LYS																	
Cat. juridique :	Société à responsabilité limitée (sans autre indication)																	
Adresse :	201 RUE PRINCIPALE 62120 SAINT-HILAIRE COTTES																	
SIRET :	83353662600017																	
Contact :	Monsieur Xavier LACROIX - Gérant																	
<b>Rattachement PO</b>	<table><tr><td>Fonds :</td><td colspan="2">Fonds européen de développement régional</td></tr><tr><td>Codif. principale :</td><td colspan="2">AP03 : <i>Conduire la transition énergétique en région Nord-Pas de Calais</i> OT04 : <i>Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs</i> PI04a : <i>Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables</i> PI04a-OS1 : <i>Augmenter la production, la distribution, le stockage d'énergies renouvelables et fatales</i></td></tr><tr><td>Codif. secondaire :</td><td colspan="2">Sans objet</td></tr></table>			Fonds :	Fonds européen de développement régional		Codif. principale :	AP03 : <i>Conduire la transition énergétique en région Nord-Pas de Calais</i> OT04 : <i>Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs</i> PI04a : <i>Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables</i> PI04a-OS1 : <i>Augmenter la production, la distribution, le stockage d'énergies renouvelables et fatales</i>		Codif. secondaire :	Sans objet							
Fonds :	Fonds européen de développement régional																	
Codif. principale :	AP03 : <i>Conduire la transition énergétique en région Nord-Pas de Calais</i> OT04 : <i>Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs</i> PI04a : <i>Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables</i> PI04a-OS1 : <i>Augmenter la production, la distribution, le stockage d'énergies renouvelables et fatales</i>																	
Codif. secondaire :	Sans objet																	
<b>N° Synergie</b>	NP0019443	<b>N° Astre GF</b>	19I55895															
<b>Localisation</b>	Lillers (Commune INSEE, code INSEE : 62516)																	
<b>Période de réalisation conventionnée</b>	du 01/07/2019 au 31/12/2021																	

### Informations sur la programmation de l'opération

Date de passage en GPS	28/02/2019
Date de passage en CUP	27/03/2019
Avis du comité : Favorable	

### **I Description détaillée du projet**

Le projet correspond à la création d'une unité de méthanisation agricole implantée au 100, Route départementale 188 sur la commune de Lillers. Elle traitera un ensemble varié de gisements de déchets agricoles provenant de divers exploitants partenaires.

L'unité traitera des effluents d'élevage en mélange avec des sous-produits des industries agro-alimentaires et des déchets végétaux récupérés localement :

- Fumiers bovins 15 750 T/an provenant des exploitations agricoles partenaires
- Fientes de volaille 700 T/an
- Tontes de pelouse 1000 T/an
- Ensilage cannes de maïs 1 500 T/an
- Graisses de flottaison d'abattoir 1 500 T/an
- Pulpes de betterave sucrière 10 000 T/an
- Racines d'endives 1 750 T/an
- Vinsasse 1 000 T/an
- Déchets de céréales 500 T/an

Pour un total de 33 700 T/an soit environ 92 T/j, auxquelles s'ajoutent les eaux de lavages des ateliers de découpe de St Hilaire Cottes pour 9 000 m<sup>3</sup> par an

Les particularités de ce projet résident :

- Dans le regroupement d'associés d'univers différents, avec un éleveur laitier, un engraisseur, un volailler, un endivier ainsi qu'un abattoir
- Dans la prise en compte de déchets d'abattoir qui leur procure une véritable voie de valorisation
- Les fumiers représentent près de 50 % de la ration, ils sont très pailleux et riches en azote. Le process utilisé dilue l'azote par un liquide (les eaux de lavage de l'atelier de découpe) peu chargé qui crée un milieu favorable aux bactéries méthanogènes, par l'intermédiaire d'un procédé en voie liquide infiniment mélangé plus performant.

Cette unité de méthanisation sera conçue à partir d'un procédé AES DANA, entreprise régionale.

Le projet se compose de plusieurs ensembles :

- Un pont bascule pour la pesée des produits entrants et des digestats sortants
  - Une plateforme de stockage sous dépression des déchets solides intrants comme les pulpes de betteraves et le fumier, sous le bâtiment, dans laquelle l'air sera dirigé vers un biofiltre
  - Trois fosses d'entrée pour les produits liquides, la première pourra stocker les graisses équipée d'un agitateur immergé et la seconde les liquides qui permettront de diluer les intrants (lactosérum, eaux des ateliers de découpe, lisier). La troisième, semblable à un petit digesteur, sera munie d'un toit béton étanche au gaz. Elle permettra de pouvoir homogénéiser la matière avant l'entrée dans les digesteurs, pour atteindre des taux d'azote et de matières sèches adéquates.
  - Deux trémies d'insertion pour incorporer la matière dans les digesteurs
  - Un dispositif de pompage
  - Deux digesteurs fonctionnant en parallèle équipés de brasseurs type paddle afin d'éviter la formation de croûte
  - Un post digesteur qui permettra de terminer la dégradation de la matière après les digesteurs
  - Un séparateur de phase implanté sous un bâtiment et qui permettra d'obtenir une fraction liquide à 6 % MS ainsi qu'une fraction solide à 25 % MS
  - Deux fosses en béton pour stocker la fraction liquide du digestat
  - Un bâtiment technique qui contiendra le local épuration à lavage à eau, les armoires électriques, l'automatisation et la chaudière biogaz pour maintenir à température les ouvrages du site.
- Le biométhane sera ensuite injecté dans le réseau GrDF.

Le gaz recueilli produira, après épuration, environ 300 NM<sup>3</sup>/h de biométhane, injecté dans le réseau et vendu.

L'installation sera classée en rubrique 2781 – 1 de par les intrants utilisés et soumise au régime d'enregistrement par la quantité traitée d'origine agricole (moins de 100 T/j). Les digestats seront soumis à plan d'épandage (arrêté du 10 novembre 2009).



En matière d'acceptabilité du projet, les porteurs l'ont présenté aux conseils municipaux de Lillers et Ham-en-Artois. Ils ont également échangé avec les 14 riverains les plus proches.

## **II Bilan énergétique et environnemental de l'installation de l'unité de méthanisation**

Le bilan des gaz à effet de serre met en évidence une économie globale de 6 485 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>. Elle provient notamment du changement de type de traitement de déchets, de la substitution d'énergie fossile et la substitution d'engrais minéraux par l'épandage du digestat.

## **III Bilan économique prévisionnel du fonctionnement de l'installation**

Les recettes du futur équipement proviennent de la vente de la production de biométhane au réseau GrDF. Elles sont calculées comme suit :

La production de biométhane injectée sera d'environ 2 375 581 m<sup>3</sup>/an, soit environ 24 376 MWH/an, vendu à 92,65 €/MWH soit une recette de 2 258 435 €/an de vente de gaz.

Pour réaliser cette unité de méthanisation, la SARL AGRIMETHALYS prévoit d'investir 9 072 451,39 € en coût global d'investissement. Le soutien proposé pour ce projet s'inscrit dans le cadre du régime d'exemption de notification SA 40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014/2020 avec un plafond éligible de 8 157 212,06 €, auquel est soustrait un investissement de référence de 3 000 000€, conduisant à une assiette éligible de 5 157 212,06€. Un accompagnement de 1 500 000 € de FEDER représente un taux d'aide de 29,09 %.

Les objectifs recherchés au travers de la mise en œuvre de cette unité de méthanisation sont multiples :

- Des relations partenariales entre des agriculteurs, un industriel et une collectivité territoriale établies à l'échelle du territoire
- La production d'une énergie renouvelable continue injectée dans le réseau GrDF
- La suppression de tous les dépôts de fumier sur le territoire
- L'apport d'un fertilisant naturel sur plusieurs milliers d'hectare du territoire, en utilisant du matériel d'épandage spécifique (rampe pendillard) permettant de limiter au maximum les risques de pertes d'azote par volatilisation
- La diversification des revenus des exploitants porteurs du projet
- Une vitrine dans le traitement des fumiers par méthanisation en voie liquide



## Informations financières sur l'opération

Régime(s) d'aide(s) applicable(s) : Régime cadre exempté de notification n° SA 40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 (aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables).

Éléments d'information relatifs à la détermination du taux d'intervention retenu :

Pour réaliser cette unité de méthanisation, la SARL AGRIMETHALYS prévoit d'investir 9 072 451,39 € en coût global d'investissement. Le soutien proposé pour ce projet s'inscrit dans le cadre du régime d'exemption de notification SA 40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014/2020 (volet production d'ENR), soit un plafond éligible de 8 157 212,06 €, auquel est soustrait un investissement de référence de 3 000 000 €, conduisant à une assiette éligible de 5 157 212,06€. Un accompagnement de 1 500 000 € de FEDER représente un taux d'aide de 29,09 %.

Postes de dépenses :

Catégorie	Libellé	Imputation		Montant en €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Construction de bâtiments (stockage-incorporation, local technique de fonctionnement, digestats solides et local administratif	Direct	Investissement	583 057,85 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Épurateur de biogaz par lavage à l'eau hydroligne U900	Direct	Investissement	1 125 300,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Génie civil circulaire et équipements fosses	Direct	Investissement	2 594 551,92 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Process de méthanisation	Direct	Investissement	1 737 971,86 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Terrassement et dallage des bâtiments	Direct	Investissement	106 000,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Travaux de terrassement, VRD et maçonnerie	Direct	Investissement	2 010 330,43 €
Recettes nettes générées par l'opération	Solution de référence	Direct	Investissement	-3 000 000,00 €
<b>Coût total éligible HT :</b>				<b>5 157 212,06 €</b>

Coûts simplifiés :

SANS OBJET

Observations :

Ressources :

Financier	Partenaire	Imputation		Régime d'aide	Montant	Taux(%)
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional	62N00008 - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE RENOUVELABLE (NORD)	Investissement	SA.40405 / Régime cadre exempté d'aides à la protection de l'environnement	1 500 000,00	29,09
Total co-financeur(s) :					1 500 000,00 €	29,09 %
Bénéficiaire :					3 657 212,06 €	70,91 %
Total :					5 157 212,06 €	100,00 %

## PLAN DE FINANCEMENT FEDER DE L'OPERATION A TITRE INDICATIF – HT

DEPENSES	DEPENSES TOTALES	DEPENSES ELIGIBLES FEDER	RESSOURCES	
Génie civil circulaire et équipements des fosses	2 594 551,92 €	2 594 551,92 €	FEDER (Axe 3 - OT4 - Priorité a - OS1)	1 500 000,00 €
Process de méthanisation	1 737 971,86 €	1 737 971,86 €	Autofinancement	3 657 212,06 €
Epurateur Biogaz	1 125 300,00 €	1 125 300,00 €		
Bâtiments (stockage et incorporation, digestats solides, local technique de fonctionnement et local administratif)	583 057,85 €	583 057,85 €		
Terrassements, dallage bâtiment	106 000,00 €	106 000,00 €		
Terrassement, VRD et Maçonnerie	2 025 000,00 €	2 010 330,43 €		
Ventilation aspiration d'air pour biofiltre	55 267,48 €	0,00 €		
Remplissage du biofiltre	25 000,00 €	0,00 €		
Plantations sur le site	30 000,00 €	0,00 €		
Mobilier de bureau	10 000,00 €	0,00 €		
Pont à bascule	29 500,00 €	0,00 €		
Raccordements réseau électrique	43 062,70 €	0,00 €		
Raccordements réseau eau	10 000,00 €	0,00 €		
Raccordements réseau GRDF	30 000,00 €	0,00 €		
Chargeuse	155 000,00 €	0,00 €		
Achat du terrain	36 939,58 €	0,00 €		
Animation du suivi du chantier	20 000,00 €	0,00 €		
Maîtrise d'œuvre	50 000,00 €	0,00 €		
Coffret de chantier, groupe électrogène	15 000,00 €	0,00 €		
Assurance chantier	40 800,00 €	0,00 €		
Coordination sécurité	40 000,00 €	0,00 €		
Etudes et dossier réglementaire et administratif	100 000,00 €	0,00 €		
frais de montage du dossier bancaire	210 000,00 €	0,00 €		
Recettes nettes générées par l'opération (solution de référence)		-3 000 000 €		
<b>TOTAL</b>	<b>9 072 451,39 €</b>	<b>5 157 212,06 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>5 157 212,06 €</b>

Recettes nettes générées (préciser la méthode de calcul) :

L'opération bénéficie des dérogations prévues à l'article 65 (point 8) du règlement général n°1303/2013.

Les recettes du futur équipement proviennent de la vente de la production de biométhane au réseau GrDF. Elles sont calculées comme suit :

La production de biométhane injecté sera donc de 2 375 095 m<sup>3</sup>, soit environ 23 608 444 Kwh PCS équivalent à un chiffre d'affaires sans actualisation de 2 258 435 €/an.

Le financement de l'unité de méthanisation de la SARL AGRIMETHALYS est inscrit au régime d'aide SA 40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement. Le régime ne prévoit la prise en compte des recettes dans le plan de financement, pour autant, il est nécessaire de déterminer un niveau de financement suffisant pour déclencher la prise de décision d'investissement sans générer un gain supplémentaire pour l'entreprise.

Le règlement 480/2014 prévoit que les recettes générées par les opérations doivent être prise en compte dans le calcul de la contribution publique par détermination d'un déficit de financement sur une période de référence donnée, c'est-à-dire d'une valeur actualisée nette négative, considérée comme un besoin en financement d'une entreprise à satisfaire pour déclencher la décision d'investissement. Le règlement souligne que ce calcul doit également tenir compte de la rentabilité normalement escomptée pour la catégorie d'investissement concernée.

Le coût total d'investissement pris comme donnée d'entrée du calcul est le coût total de l'unité de méthanisation, soit 9 068 301,62 € HT.

Au cas d'espèces, la valeur nette de l'investissement a été déterminée sur la base du compte d'exploitation prévisionnel de la société, en reprenant sur une durée de 15 ans, d'une part les dépenses d'exploitation, extraction faite des frais financiers, taxes et dotation aux amortissements, et d'autre part les recettes brutes, sans actualisation. Le TRI en résultant est de 6,72 %.

Une valeur actualisée nette de l'investissement est donc déterminée sur base d'un TRI cible considéré comme attractif au regard de la pratique nationale sur le secteur d'activité de la méthanisation, c'est-à-dire, entre 8 et 13% pour calculer une possibilité d'intervention attractive. Un TRI de 9,7% conduit à un déficit de financement permettant de mobiliser 1 500 000 € d'aide publique, considéré comme suffisant pour déclencher la décision d'investissement.



## Observations

--

## Echéancier prévisionnel de réalisation des dépenses éligibles

2014		2019	1 620 838,08 €
2015		2020	1 768 186,99 €
2016		2021	1 768 186,99 €
2017		2022	
2018		2023	
Total			5 157 212,06 €

Les demandes de paiement accompagnées des pièces justificatives listées en annexe 2 doivent être adressées au service instructeur à un rythme régulier au fur et à mesure de la réalisation de l'opération, au moins 1 fois par an pendant la durée de l'opération.

## Evaluation de l'opération

Indicateurs de réalisation :

Fonds Européen	Code indicateur	Dénomination de l'indicateur	Unité de mesure	Valeurs conventionnées		
				Homme	Femme	Total
FEDER	CO34_FEDER	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes équivalent CO2			6 485,00
FEDER	CO30_FEDER	Capacités supplémentaires de production d'énergies renouvelables	MégaWatt (MW)			3,00



Fonds Européen	Code indicateur	Dénomination de l'indicateur	Valeur conventionnée
AUT	CI05	Objectifs thématiques (FEDER et Fonds de cohésion)	CI05_004 - Soutenir la transition vers une économie à faible intensité de carbone dans tous les secteurs
AUT	CI04	Mécanismes d'application territoriaux	CI04_007 - Sans objet
AUT	CI03	Type de territoire	CI03_002 - Petites zones urbaines (densité de population moyenne > 5 000 habitants)
AUT	CI07	Activité économique	CI07_010 - Électricité, gaz, vapeur, eau chaude et air conditionné
AUT	CI02	Forme de financement	CI02_001 - Subvention non remboursable
AUT	CI08	Localisation	CI08_001 - Code de la région ou de la zone dans laquelle l'opération se situe/se déroule, conformément à la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS) figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 1059/2003 du Parlement européen et du ...
AUT	CI01	Domaine d'intervention	CI01_011 - Énergies renouvelables: énergie de biomasse
AUT	CI06	Thème secondaire du FSE	CI06_008 - Sans objet

Livrables attendus :

Réalisation de l'unité de méthanisation telle que prévue dans le dossier de demande.

### Principes horizontaux

		Objectifs visés / résultats attendus
Égalité femmes / hommes	NON PERTINENT	Le choix des futurs salariés se fera en fonction de ses compétences uniquement, sans aucune discrimination H/F.
Égalité des chances et non-discrimination	MOYEN	création de 2 ETP pour l'exploitation du site et emplois indirects générés par ce projet.
Développement durable	FORT	Cette opération s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre d'un développement économique durable à travers une activité de production d'énergie propre, mettant en évidence une économie des émissions globales de GES de 6485 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ., correspondant à un changement de type de traitement des déchets, à la substitution d'énergie fossile ainsi que la substitution d'engrais minéraux par l'épandage de digestats.

## Annexe 2 – Obligations du bénéficiaire au titre de la vérification du service fait

### MODALITES ET CONTENU DES PIECES A PRODUIRE DANS LE CADRE DU VERSEMENT DES ACOMPTES ET DU SOLDE

Les documents mentionnés doivent être **IMPERATIVEMENT** transmis **DATES ET SIGNES PAR LE REPRESENTANT LEGAL DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE** avec pour un :

#### ACOMPTE

---

- ✓ **Etat récapitulatif détaillé des dépenses acquittées, certifié exact et conforme à l'objet de la subvention.** Cet état récapitulatif doit être signé d'une part par le représentant légal et d'autre part par le comptable public, le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable. Les dépenses correspondant à chaque demande de paiement doivent apparaître de façon distincte des dépenses éventuellement déjà valorisées au titre d'un précédent acompte.  
L'état récapitulatif doit notamment préciser la numérotation des factures ainsi que la date d'acquittement.  
En l'absence de comptable public ou de commissaire aux comptes ou d'expert-comptable, les copies des relevés de comptes bancaires de l'opérateur doivent être fournies;
- ✓ **Les dépenses « acquittées », dûment numérotées au regard de l'état récapitulatif et mentionnant la référence au bon de commande ou au marché notifié, et à défaut de factures :** la production de pièces comptables de valeur probante équivalente. L'ensemble des factures et autres justificatifs doit être établi au nom du bénéficiaire ;
- ✓ Le cas échéant, l'ensemble des pièces de marché public relatives aux dépenses acquittées n'ayant pas été transmises préalablement;
- ✓ Le cas échéant, un état à jour des indicateurs de réalisation ;

et en fonction de la nature des dépenses de l'opération, les pièces justificatives reprises dans l'arrêté du 8 mars 2016 et son arrêté modificatif du 25 janvier 2017 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020.

#### SOLDE

---

- ✓ **Etat récapitulatif détaillé des dépenses acquittées, certifié exact et conforme à l'objet de la subvention.** Cet état récapitulatif doit être signé d'une part par le représentant légal et d'autre part par le comptable public, le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable. Les dépenses correspondant à la demande de solde doivent apparaître de façon distincte des dépenses éventuellement déjà valorisées au titre d'un précédent acompte.  
L'état récapitulatif doit notamment préciser la numérotation des factures ainsi que la date d'acquittement.  
En l'absence de comptable public ou de commissaire aux comptes ou d'expert-comptable, les copies des relevés de comptes bancaires de l'opérateur doivent être fournies;
- ✓ **Les dépenses « acquittées », dûment numérotées au regard de l'état récapitulatif et mentionnant la référence au bon de commande ou au marché notifié, et à défaut de factures :** la production de pièces comptables de valeur probante équivalente. L'ensemble des factures et autres justificatifs doit être établi au nom du bénéficiaire ;
- ✓ Le compte-rendu d'exécution de l'opération reprenant notamment la date d'achèvement de l'opération,



les **indicateurs de réalisation** et de suivi, les livrables et les résultats et intégrant une description de la prise en compte effective des principes horizontaux lors de l'exécution de l'opération. Pour les opérations immatérielles, ce compte rendu sera complété par des rapports d'études ou d'activités détaillés;

- ✓•La preuve du respect des obligations communautaires en matière de publicité de l'intervention européenne,
- ✓•La production des décisions des cofinancements (conventions ou arrêtés des organismes publics, documents probants pour les cofinancements privés) et **l'état récapitulatif des cofinancements publics et privés réellement encaissés** et signé d'une part par le représentant légal et d'autre part par le comptable public ou le commissaire aux comptes ou l'expert comptable. En l'absence de comptable public ou de commissaire aux comptes, les copies des relevés de comptes bancaires, attestant des versements, signées par le représentant légal.
- ✓•Le cas échéant, l'ensemble des pièces de marché public relatives aux dépenses acquittées n'ayant pas été transmises préalablement ;
- ✓•Un état des recettes générées par l'opération, le cas échéant ;

et en fonction de la nature des dépenses de l'opération, les pièces justificatives reprises dans **l'arrêté du 8 mars 2016 et son arrêté modificatif du 25 janvier 2017 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020.**

**Pour le solde de la subvention, les documents doivent être réceptionnés par les services régionaux au plus tard dans le délai mentionné à l'article 3.2**